

Engagement du maître d'ouvrage
Article 45 du décret n° 95-260 du 08 mars 1995 modifié

**Décret N° 95-260 modifié du 8 mars 1995 relatif à la commission consultative
départementale de sécurité et d'accessibilité**

(Journal Officiel du 10 mars 1995)

Article 4 : La commission de sécurité n'a pas compétence en matière de solidité ; Elle ne peut rendre un avis dans les domaines mentionnés à l'article 2 que lorsque les contrôles techniques obligatoires selon les lois et règlements en vigueur ont été effectués et que les conclusions de ceux-ci lui ont été communiquées.

Article 45 : En application de l'article 4 du présent décret, lors du dépôt de la demande de permis de construire prévu à l'article L421-1 du code de l'urbanisme ou de l'autorisation de travaux prévue à l'article R.123-23 du code de la construction et de l'habitation, le maître d'ouvrage s'engage à respecter les règles générales de construction prises en application du chapitre 1^{er} du titre 1^{er} du livre 1^{er} du code de la construction et de l'habitation, notamment celles relatives à la solidité. Cet engagement est versé au dossier et la commission en prend acte. En l'absence de ce document, la commission ne peut examiner le dossier.

Nom de l'établissement : ANNEXE TJ LILLE (HAS)

Adresse : 33 Avenue du Peuple Belge – 59000 LILLE

**OBJET / REFERENCES DU DOSSIER : AT TRAVAUX DE REAMENAGEMENT
INTERIEURS**

Je soussigné : Dominique DEBOISSY, DDARJ, maître d'ouvrage, m'engage à respecter les règles générales de construction prises en application du chapitre 1^{er} du titre 1^{er} du livre 1^{er} du code de la construction et de l'habitation, notamment celles relatives à la solidité, lors de la réalisation des travaux relatifs au projet cité en objet.

Fait à DOUAI le 16/04/2026

Signature
Par délégation,
Dominique DEBOISSY
Directeur délégué à l'administration
régionale judiciaire

